

Direction générale du Trésor

BRÈVES AGRICOLES

Brésil

Une publication du SER de Brasilia
Mars 2026

L'actuel Ministre de la pêche et de l'aquaculture, André de Paula, devient ministre de l'agriculture, de l'élevage et de l'approvisionnement (MAPA)

L'actuel ministre, Carlos Fávaro, se retire du MAPA pour se consacrer à sa campagne électorale en vue des élections sénatoriales où il brigue un second mandat comme sénateur du Mato Grosso. Les ministres qui candidatent aux élections générales de 2026 avaient jusqu'au 3 avril pour se retirer de leurs fonctions ministérielles. (Article [ici](#))

Focus sur les conséquences de la guerre au Moyen-Orient :

Le conflit a des impacts sur plusieurs filières et renchérit le prix des engrais et du diesel

Face au conflit entre les États-Unis, Israël et l'Iran, divers secteurs de l'agroalimentaire brésilien évaluent les répercussions directes et indirectes sur la chaîne de production.

Selon les données du ministère de l'Industrie et du Commerce (MDIC), environ 32 % des exportations brésiliennes de maïs sont destinées aux pays de la région. Cette part est également importante pour d'autres produits agricoles : environ 30 % des exportations de viande de poulet du Brésil sont destinées au Moyen-Orient, 17 % pour le sucre, environ 7 % pour la viande bovine (mais avec un impact plus large du fait du rôle de hub de la région pour fournir d'autres pays d'Asie et d'Afrique).

Pour le maïs brésilien, dont les Iraniens sont les principaux acheteurs (en 2025, 22 % du maïs produit au Brésil a été expédié vers l'Iran) : si le conflit perdure, et que les volumes ne sont pas redirigés vers d'autres destinations, les prix intérieurs brésiliens peuvent subir une pression à la baisse, même avec la demande croissante en maïs pour la production d'éthanol. Le soja est également concerné avec plusieurs navires qui devaient appareiller pour le Moyen Orient et devront vraisemblablement être redirigés ailleurs.

Pour les viandes (bœuf et volaille) et les fruits, les perturbations logistiques et en particulier la fermeture du détroit d'Ormuz compliquent fortement les chaînes logistiques. S'agissant de la viande de bœuf, le président de l'Association brésilienne des industries exportatrices de viande (Abiec), Roberto Perosa, a déclaré qu'entre 30 % et 40 % des exportations brésiliennes de ce produit transitent, d'une manière ou d'une autre, par le Moyen Orient. Selon l'Association brésilienne des protéines animales (ABPA), le Brésil exporte environ 200 000 conteneurs par an, le Moyen-Orient étant la destination de 25 % des exportations du secteur des protéines animales. Dans cette région se trouvent les Émirats arabes unis, premier importateur de viande de poulet du Brésil, avec 480 000 tonnes achetées en 2025.

L'augmentation du prix du diesel touche toutes les filières : le gazole représente l'un

des principaux coûts d'exploitation dans les secteurs de l'agriculture et du transport de marchandises, or le Brésil importe entre 20 % et 30 % du gazole qu'il consomme, ce qui rend le pays vulnérable aux fluctuations du marché international. Par ailleurs, la consommation de diesel au Brésil devrait continuer à augmenter sous l'effet de l'augmentation de la production agricole et du transport de céréales. La Confédération brésilienne de l'agriculture et de l'élevage (CNA) a demandé au ministère des Mines et de l'Énergie d'adopter des mesures visant à accroître l'offre de carburant dans le pays et à réduire les pressions sur les prix.

Les impacts sur le prix et la disponibilité des engrais sont aussi sources de préoccupation : le Moyen-Orient abrite des pays responsables d'environ 40 % des exportations mondiales d'urée, 28 % des exportations d'ammoniac et 29 % des exportations mondiales de phosphates. En 2025, l'Iran a exporté 184 700 tonnes d'urée vers le Brésil, soit l'équivalent de 66,8 millions de dollars, ce qui en fait le principal produit vendu par ce pays au Brésil. L'Iran est par ailleurs le principal fournisseur de gaz naturel pour la production d'engrais des pays qui exportent des engrais azotés vers le Brésil, tels que le Qatar, Oman et le Nigeria.

A contrario, la guerre au Moyen-Orient pourrait être favorable aux prix de l'éthanol (produit à partir de canne à sucre ou de maïs) : une hausse du prix du pétrole sur le marché international tend à être favorable au biocarburant, compte tenu de sa compétitivité par rapport aux combustibles fossiles. (Articles [ici](#), [ici](#), [ici](#), [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

Le MAPA identifie un risque « très élevé » pour l'agriculture du fait de la crise en Iran

Le ministère de l'Agriculture (Mapa) a identifié un « risque très élevé » pour le secteur brésilien des engrais avec le déclenchement de la guerre en Iran et l'imposition par la Chine de restrictions à l'exportation de ces intrants, avec une

menace de pénurie et de hausse des prix intérieurs dès la récolte qui sera plantée au second semestre. Cette évaluation figure dans deux notes techniques produites par le secrétariat exécutif du Mapa. « *Les développements actuels et potentiels du scénario géopolitique actuel exposent le Brésil à un risque très élevé de pénurie et de hausse des prix intérieurs, en raison également des impacts des conflits et des mesures restrictives du marché, sur la logistique et les prix des matières premières, dès la récolte 2026/2027* », indique la note remise à Irajá Lacerda, secrétaire exécutif du ministère. Les conseillers techniques du ministère évoquent un scénario de crise sur deux fronts, susceptible d'avoir un impact sur le prix et la disponibilité des produits essentiels à l'agriculture brésilienne. (Article [ici](#))

Tensions au Moyen-Orient : la fermeture des routes maritimes et les retards dans les expéditions inquiètent la filière avicole

Ricardo Santin président de l'ABPA (Association des protéines animales au Brésil) évoque les impacts de la tension au Moyen-Orient sur les exportations brésiennes de protéines animales, surtout la volaille, et explique que le principal risque immédiat est le retard des embarquements, malgré une demande toujours forte. Les pays importateurs continuent d'avoir besoin du poulet brésilien pour leur sécurité alimentaire.

Les routes maritimes sont perturbées (détours nécessaires), ce qui complique l'acheminement vers les pays du Golf et de la mer Rouge.

Des alternatives logistiques sont étudiées, notamment contourner l'Afrique (cap de Bonne-Espérance) ou combiner transport maritime + transport terrestre (via Oman ou la côte Est de l'Arabie saoudite notamment).

La crise entraînera une hausse des coûts : carburant, délais, assurance et « taxe de guerre ». M. Santin indique qu'il faudra renégocier ces surcoûts avec les clients, dans le cadre d'un partenariat commercial

historique. Pour l'instant, il n'y a pas d'impact direct sur la production agricole au Brésil, et la filière cherche à maintenir les volumes exportés.

Alors que la consommation intérieure de viande de poulet, qui s'élève à environ 900 000 tonnes par mois représente 65 % de la production nationale brésilienne, les 12 pays du Moyen-Orient (à l'exception de l'Iran) approvisionnés par le Brésil importent chaque mois entre 100 000 et 120 000 tonnes, soit 15 % de la production nationale, selon M. Santin. Chaque jour, environ 5 000 tonnes sont expédiées vers cette région. (Articles [ici](#) et [ici](#))

L'Iran interdit les exportations alimentaires en raison du conflit ; les principaux achats du Brésil concernent les pistaches et les raisins secs

L'Iran a activé son plan d'urgence après l'attaque menée par les États-Unis et Israël. Le Brésil n'importe pas de produits alimentaires essentiels de ce pays (essentiellement des pistaches et raisins secs). Le gouvernement iranien a annoncé mardi 3 mars 2026 l'interdiction des exportations de produits alimentaires et agricoles en raison du conflit avec Israël et les États-Unis. « *L'exportation de tous les produits alimentaires et agricoles est interdite jusqu'à nouvel ordre* », a rapporté l'agence de presse Tasnim, citant un communiqué du gouvernement. (Article [ici](#))

Pour contourner le détroit d'Ormuz, le Brésil conclut un accord avec la Turquie pour une route alternative aux exportations agricoles

Le Brésil a conclu un accord avec la Turquie afin que le pays devienne une route alternative pour les exportations de l'agro-industrie, dans le contexte de la fermeture du détroit d'Ormuz, a indiqué le ministère de l'Agriculture jeudi 26 mars. Cette route sera utilisée pour l'acheminement de produits à destination du Moyen-Orient et de l'Asie centrale. Selon le gouvernement,

la route via la Turquie était déjà utilisée par les exportateurs brésiliens, mais le pays avait instauré de nouvelles exigences sanitaires pour les produits soumis à un contrôle vétérinaire officiel, notamment ceux d'origine animale. Avec le nouvel accord, un document a été négocié afin de permettre aux marchandises brésiliennes de transiter par le territoire ou d'y être temporairement stockées avant de poursuivre vers leur destination finale. (Article [ici](#))

Commerce

Le Brésil détiendra 42,5 % du quota de bœuf dans l'accord Mercosur-UE

Le Brésil devrait concentrer la plus grande part du quota d'exportation de bœuf prévu dans l'accord commercial entre le Mercosur et l'Union européenne. Un accord signé entre les entités du secteur dans les pays du bloc établit la répartition proportionnelle du volume entre les exportateurs sud-américains. Selon cet accord, le Brésil aura 42,5 % du quota alloué au Mercosur, suivi de l'Argentine (29,5 %), de l'Uruguay (21 %) et du Paraguay (7 %). La division a été définie dans un accord commercial signé en 2004, avant même la conclusion des négociations commerciales entre le Mercosur et l'Union européenne. Un accord a été établi entre les associations représentant la chaîne de la viande et le secteur agricole des pays du bloc. (Article [ici](#))

L'accord avec l'UE met le secteur viticole brésilien en alerte

Le secteur viticole brésilien est inquiet face à l'entrée en vigueur de l'accord commercial entre l'Union européenne et le Mercosur. Le texte prévoit la suppression, d'ici 12 ans, du taux actuel de 27 % appliqué aux vins européens, ce qui, selon les entreprises et les organisations, constituera une concurrence déloyale pour la viticulture brésilienne. Au cours des dernières semaines, sept organismes liés au secteur ont adressé une lettre au

gouvernement fédéral pour demander l'ouverture d'un dialogue et souligner les risques pour l'activité nationale. De leur côté, les géants du secteur viticole européen ont déjà commencé à s'intéresser au Brésil, à l'image d'Italian Wine Brands (IWB). (Article [ici](#))

Economie

L'agriculture croît de 11,7 % et porte la croissance économique en 2025 Cette forte croissance du secteur s'explique par des récoltes record, notamment de soja et de maïs, ainsi que par les bonnes performances de l'élevage, qui a également atteint des niveaux historiques

L'agriculture a progressé de 11,7 % l'an dernier par rapport à 2024 et a contribué significativement à la croissance de 2,3 % du produit intérieur brut (PIB) en 2025, a indiqué mardi 3 mars l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE). Il s'agit de la meilleure performance parmi les secteurs de l'économie : sur la même période, l'industrie a progressé de 1,4 % et les services de 1,8 %. (Article [ici](#))

Les demandes de redressement judiciaire dans le secteur agricole ont augmenté de 56,4 % en 2025, selon Serasa

Les demandes de redressement judiciaire dans le secteur agricole ont bondi de 56,4% en 2025 par rapport à l'année précédente, dans un contexte de taux d'intérêt élevés, de coûts de production en hausse et d'endettement d'une partie des agriculteurs, a indiqué lundi 9 Serasa Experian. Selon une enquête de Datatech, les demandes de redressement judiciaire ont atteint 1 990, le volume le plus élevé depuis le début de la série historique, en 2021. En 2024, la société de données a enregistré 1 272 demandes et, en 2023, 534 demandes. « L'environnement de crédit plus restrictif, combiné au maintien de coûts de production élevés et à un effet de levier important, a continué à avoir un impact sur les flux de trésorerie des

opérations agricoles », a déclaré Marcelo Pimenta, responsable de l'agroalimentaire chez Serasa Experian, dans un communiqué. (Article [ici](#))

Le prix des terres au Brésil varie entre 1 000 BRL et 2 M BRL par hectare

Le prix des terres au Brésil varie en fonction de facteurs tels que la productivité agricole et l'emplacement stratégique. Des régions comme Mogiana (SP) atteignent des valeurs millionnaires par hectare grâce à la production et au tourisme, contrairement à l'ouest de l'Amazonie, où les prix sont les plus bas. L'Incra (Instituto nacional de colonização e reforma agrária) estime un prix moyen national de 22 952 BRL (3825 EUR) par hectare, en excluant les valeurs atypiques afin de refléter la réalité de la majeure partie du pays. Outre la fertilité du sol, la proximité des marchés et la logistique sont cruciales, ce qui fait grimper les prix dans les zones de loisirs ou d'expansion urbaine. On s'attend à une appréciation continue dans les pôles agricoles consolidés, stimulée par les infrastructures et les nouveaux investissements dans le secteur. (Article [ici](#))

Filières

L'industrie des aliments et des boissons a progressé de 8% en 2025, selon l'Abia

En 2025 l'industrie brésilienne des aliments et des boissons a enregistré un chiffre d'affaires de 1,39 Trillion BRL (232 Mrds EUR) soit une hausse de 8,02% par rapport à l'année précédente. Ce montant représente 10,8% du PIB estimé pour 2025. Selon l'Association brésilienne de l'industrie des aliments (Abia), le principal moteur de l'année a été le marché intérieur, qui a représenté 1,02 T BRL de ce total, dont 732 Md BRL provenant du commerce de détail et le reste du secteur de la restauration (food service), qui retrouve progressivement sa part de marché. La demande intérieure, selon l'association, a également été déterminante pour soutenir

la croissance réelle des ventes, qui ont progressé de 2,2 % sur la période. D'après l'Abia, ce résultat reflète la recombinaison progressive de la consommation des ménages, l'augmentation de la consommation hors domicile ainsi que les gains d'efficacité obtenus par les entreprises au cours de l'année. Concernant les exportations, l'industrie des aliments et des boissons a enregistré une croissance de 0,7% en 2025, totalisant 66,73 Md USD. L'Asie a été la principale destination, avec 27,4 Md USD. Les États-Unis ont quant à eux importé 4,9 Md USD de produits brésiliens, soit une hausse de 9,2% sur la période, malgré les hausses tarifaires appliquées au secteur. (Article [ici](#))

Le stockage de grains progresse au Brésil, mais reste inférieur à la production

La capacité de stockage statique de céréales au Brésil a atteint 221,8 millions de tonnes en 2026, selon une étude de HN Agro basée sur les données de la Compagnie nationale d'approvisionnement (Conab). Malgré l'expansion observée ces dernières années, ce volume reste insuffisant pour suivre la progression de la production agricole dans le pays.

Pour la récolte 2025/26, la production totale de céréales est estimée à 353,4 millions de tonnes, ce qui se traduit par un déficit de stockage de 131,6 millions de tonnes (les infrastructures disponibles dans le pays couvrent donc environ 62,8 % de la production nationale). S'agissant du soja et du maïs, principales cultures du pays, la production estimée atteint 316,1 millions de tonnes et la capacité de stockage est un peu plus favorable, avec une couverture de 70,2 % (déficit de 94,3 millions de tonnes).

Le stockage au sein des exploitations agricoles continue de représenter une part relativement faible de la structure nationale. En 2026, la capacité des exploitations agricoles atteindra 36,7 millions de tonnes, soit 16,5 % de la

capacité totale du pays. En 2010, cette part était de 14,9 %, marquant une croissance progressive au fil des ans. Malgré cette évolution, la majeure partie du stockage reste hors des exploitations, concentrée dans les coopératives, les sociétés de négoce et les structures commerciales. (Article [ici](#))

Agriculture et environnement

La cour suprême (STF) suspend son jugement sur le moratoire sur le soja en Amazonie

Le procès concernant le moratoire sur le soja a été suspendu le 19 mars, dans l'optique d'une conciliation. L'objectif est de tenter de parvenir à un accord entre les producteurs et les grands négociants. Les juges ont fixé un délai de 90 jours pour la conciliation entre les parties. Cette décision pourrait influencer l'acceptation des produits brésiliens sur les marchés qui exigent des filières exemptes de déforestation, comme celle des biocarburants. (Article [ici](#))

La production de viande bovine est responsable de 40% de la déforestation liée à l'agriculture ; le Brésil figure en tête du classement

La production de viande bovine constitue la principale cause de la déforestation liée à l'agro-industrie, représentant 40% du total, selon les conclusions d'une étude publiée mardi 24 mars 2026. Le Brésil, premier exportateur mondial de viande bovine et de soja, figure en tête des pays ayant le plus contribué à la déforestation pour l'expansion agricole, selon cette étude. Des chercheurs de la Chalmers University of Technology ont analysé 184 produits agricoles dans 179 pays sur la période 2001-2022. L'étude repose sur un modèle combinant des données satellitaires et des statistiques agricoles afin de produire ce que les auteurs décrivent comme l'analyse mondiale la plus complète

à ce jour sur la déforestation liée à l'agriculture. (Article [ici](#))

Une étude révèle que les abattoirs d'Amazonie ne peuvent pas prouver que leur viande est issue d'une production sans déforestation

Aucun abattoir de l'Amazonie brésilienne agréé pour exporter vers l'Union européenne n'est en mesure de prouver que la viande produite sur place est issue d'une production sans déforestation. C'est ce que révèle une étude de l'initiative Radar Verde obtenue par Ecoa. Au total, 15 abattoirs, appartenant à huit entreprises, ont été analysés dans l'Amazonie légale. L'étude indique que 13 abattoirs présentent un faible niveau de contrôle et deux un niveau de contrôle très faible. En pratique, selon l'étude, aucun abattoir agréé ne parvient à tracer la chaîne de production au point de prouver que la viande est produite sans déforestation.

Bien que 80 % des unités surveillent leurs fournisseurs directs, aucune ne prouve qu'elle contrôle ses fournisseurs indirects, c'est-à-dire les fermes où les animaux passent la majeure partie de leur vie avant l'abattage. Cette lacune ouvre la voie à des pratiques telles que le « blanchiment de bétail », lorsque des animaux élevés dans des zones déboisées sont transférés vers des propriétés en règle avant la vente, ce qui rend la traçabilité difficile. Selon l'étude, le potentiel de déforestation des entreprises analysées varie, pour chaque usine de transformation de viande, entre 31 000 et 2,8 millions d'hectares. (Article [ici](#))

Le parquet fédéral (MPF) renforce les règles de contrôle des fournisseurs indirects dans la filière d'élevage en Amazonie

Le ministère public fédéral (MPF) a annoncé le renforcement des règles relatives au contrôle de la chaîne de production de l'élevage par les abattoirs signataires de l'accord de mise en conformité « TAC Carne Legal » en Amazonie. L'objectif est

de garantir l'origine légale du bétail provenant des « fournisseurs indirects », c'est-à-dire ceux qui approvisionnent les exploitations agricoles qui vendent directement aux abattoirs. La nouvelle méthodologie sera intégrée au Protocole de surveillance des fournisseurs de bétail en Amazonie, document qui sert de référence pour le respect des engagements socio-environnementaux du secteur.

Actuellement, 108 abattoirs dans toute l'Amazonie ont signé des TAC avec le MPF. En vertu de cet accord, les entreprises s'engagent à mettre en place des systèmes permettant de vérifier que leurs fermes fournisseurs ne sont pas impliquées dans la déforestation illégale, le chevauchement avec des terres autochtones et des zones de conservation, des interdictions environnementales, ou ne figurent pas sur la « liste noire » du travail forcé. (Article [ici](#))

De nouvelles exigences en matière de crédit agricole entrent en vigueur en avril et inquiètent les acteurs du secteur agricole

A partir du 1^{er} avril 2026, de nouvelles règles relatives à l'octroi de crédits agricoles établies par le Conseil monétaire national (CMN) entreront en vigueur. Les institutions financières devront tenir compte de critères socio-environnementaux lors de l'octroi de financements. Le principal changement concerne les propriétés d'une superficie supérieure à quatre modules fiscaux. Dans ces cas, avant d'accorder le crédit, les banques devront vérifier, à l'aide de systèmes géospatiaux, la légalité de toute suppression de végétation native effectuée après le 31 juillet 2019 (pour les propriétés d'une superficie maximale de quatre modules fiscaux, cette exigence entrera en vigueur à compter du 4 janvier 2027).

Les acteurs du secteur agroalimentaire ont critiqué la méthode d'adoption des nouveaux critères. Selon l'Association des producteurs et entrepreneurs ruraux, le Programme de calcul de la déforestation en

Amazonie (Prodes) ne devrait pas servir de base aux décisions individuelles en matière de crédit. (Article [ici](#))

Actualités sanitaires et phytosanitaires

Un projet de loi propose d'interdire les importations de tilapia afin de protéger la production aquacole brésilienne

Un projet de loi à la Chambre des députés vise à interdire l'importation de tilapia au Brésil. Le projet n°6331/2025 établit un droit de veto sur l'entrée dans le pays de poissons vivants, de petits alevins ainsi que de produits dérivés de cette espèce, y compris la tilapia refroidie, congelée, filetée ou transformée destinée à la consommation humaine ou animale.

L'objectif principal de la proposition est de réduire les risques sanitaires liés à l'introduction possible de maladies exogènes et d'agents pathogènes — tels que les virus, bactéries, champignons et parasites — qui pourraient compromettre la production aquacole nationale. Le texte cherche également à préserver la durabilité économique, sociale et environnementale de la chaîne de production de l'élevage du tilapia dans le pays.

Les données de l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE) indiquent que la production de tilapia au Brésil a connu une croissance significative ces dernières années. Selon l'Enquête municipale sur le bétail, la valeur de la production a plus que doublé entre 2020 et 2024. (Article [ici](#))

Le gouvernement de São Paulo prévoit d'éradiquer la dissémination de l'*amaranthus palmeri* géant et renforcent les actions dans la lutte contre cette herbe envahissante

Le gouvernement de São Paulo a mis en place le Plan d'État de prévention, de contrôle et d'éradication de l'*amaranthus palmeri* géant, une mauvaise herbe envahissante à fort potentiel de

dissémination et d'impact économique. Comme établi dans la Résolution n° 7/2026, publiée au Journal officiel de l'État le 20 février, le plan définit des lignes directrices techniques et opérationnelles pour la prévention, la maîtrise et l'élimination des ravageurs sur le territoire de São Paulo, dans le but de protéger les chaînes de production agricole et de préserver la compétitivité de l'agriculture dans l'État.

Coordonné par la Défense Agricole du Secrétariat à l'Agriculture et à l'Approvisionnement, le plan organise des actions de surveillance, d'inspection et d'éradication sur tout le territoire de São Paulo, avec le soutien à la recherche, à l'assistance technique, au secteur productif et aux municipalités.

Le plan établit des protocoles d'action standardisés, incluant la surveillance phytosanitaire continue, l'inspection, la traçabilité, la gestion intégrée, l'interdiction des zones infestées, l'élimination immédiate des foyers et le contrôle du transit des machines et outils agricoles. (Article [ici](#))

Le Brésil prolonge l'état d'urgence zoosanitaire en raison de l'influenza aviaire

Le MAPA a indiqué jeudi 26 mars avoir prolongé de 180 jours l'état d'urgence zoosanitaire pour l'influenza aviaire sur l'ensemble du territoire national. La mesure est préventive et intervient en raison de la circulation d'une forme plus agressive du virus parmi les oiseaux sauvages. Selon le gouvernement, cette prolongation permet d'adopter plus rapidement des mesures pour contenir et éliminer de nouveaux foyers de la maladie, ainsi que de faciliter l'utilisation de ressources fédérales, notamment en cas de détection dans des élevages commerciaux. Le premier cas d'influenza aviaire au Brésil a été identifié le 15 mai 2023 chez des oiseaux sauvages. Le premier — et unique — foyer en élevage commercial à ce jour a été confirmé le 15 mai 2025. Au total, le pays a déjà enregistré

188 occurrences de la maladie, dont 173 chez des oiseaux sauvages, 14 dans des élevages de subsistance et une dans un élevage commercial. Ce cas avait entraîné des restrictions à l'importation de la part de certains pays l'an dernier. Avec la gestion et la clôture du foyer dans l'élevage commercial, les embargos ont été levés au cours de l'année 2025. (Article [ici](#))

La Chine refuse les cargaisons de soja et les annulations mettent sous pression les exportations brésiliennes

Le principal facteur du rejet des cargaisons fut le durcissement des règles phytosanitaires imposées par les autorités chinoises. Parmi les points critiques figure la présence de graines d'adventices interdites dans les expéditions.

En pratique, la tolérance pour la détection de ces graines a été réduite, ce qui a augmenté le nombre de lots en dehors de la norme requise. En conséquence, les navires ont été interdits d'accès aux ports chinois et sont retourné au Brésil. Le retour des cargaisons et les annulations affectent le flux des exportations pendant le pic de la récolte. L'effet immédiat est la redirection des navires et l'ajustement des calendriers logistiques des compagnies commerciales. Cet épisode a également exercé une pression sur les négociations entre le Brésil et la Chine pour définir des critères phytosanitaires plus clairs. L'absence de paramètres objectifs augmente le risque opérationnel, car la cargaison peut être acceptée ou rejetée selon l'interprétation des autorités à destination. (Article [ici](#))

Photo du mois

1^{ère} Réunion régionale des Amériques et des Caraïbes sur la résistance aux antimicrobiens



Crédit photo : Pierre-Yves BELLO

Du 25 au 27 mars 2026, le Brésil a organisé la première conférence régionale dédiée à la résistance aux anti-microbiens (RAM). L'évènement a été co-organisé par le Ministère de la Santé (MS) ; le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Approvisionnement (MAPA) ; l'Agence nationale de surveillance sanitaire (ANVISA) ; le Ministère de l'Environnement et du Changement climatique (MMA) et l'Entreprise brésilienne de recherche agricole (Embrapa) avec une volonté de bien prendre en compte l'ensemble des secteurs concernés.

La première journée avait pour objectif de présenter le panorama mondial et régional de la RAM, d'identifier les priorités intersectorielles et de définir l'objectif général consistant à élaborer conjointement une feuille de route d'action multisectorielle régionale pour la mise en œuvre durable des plans nationaux de lutte contre la RAM. Les sessions ont mis en avant les avancées et les aspects critiques de la gouvernance, l'accès aux antibiotiques, le financement durable et le rôle des partenariats pour l'échange d'expériences et le renforcement des capacités des pays à lutter contre la RAM.

La deuxième journée a été consacrée à l'étude approfondie de thèmes tels que l'éducation, la surveillance intégrée, l'accès, la gestion, l'élimination sécurisée, la prévention et la R&D. Chaque table ronde comprenait une combinaison d'exposés d'experts et de discussions animées afin d'encourager à la fois le partage des connaissances et le dialogue interactif. A l'issue de chaque table ronde, un temps d'échange était organisée pour discuter de la manière dont les enseignements tirés de cette session peuvent influencer la structure et le contenu d'un guide régional.

La troisième journée a été consacrée à des discussions sur la résistance aux antimicrobiens et les sciences sociales, ainsi qu'à la manière dont l'utilisation de nouvelles technologies, telles que l'intelligence artificielle, peut contribuer à la lutte contre la RAM. La dernière session était consacrée à la synthèse des perceptions et des priorités identifiées au cours des discussions, dans le but d'élaborer une feuille de route régionale pour la RAM.